

tre le Courant », l'auto-détermination des peuples n'est donc qu'un aspect de la thèse du défaitisme et de la lutte contre tous les impérialismes, aspect dont les événements devaient montrer la caducité. Et même lorsque Lénine affirme très justement qu'un peuple qui opprime d'autres peuples ne peut être libre, il traduit sa pensée dans une formule aussi périmée que celle de la démocratie bourgeoise par rapport aux tâches posées au prolétariat dans la période de l'impérialisme. Même après la révolution prolétarienne, le parti ne peut proclamer le règne de l'auto-détermination des peuples qui en lui-même est aussi fallacieux et trompeur que tout l'édifice démocratique, mais bien la lutte, dans les contrées nationales opprimées, pour le socialisme. Les frontières de l'Etat soviétique doivent correspondre aux possibilités révolutionnaires de la lutte des classes, ce qui fut d'ailleurs le cas pour la Russie où le droit d'auto-détermination fut réalisé... après la révolution, c'est-à-dire, dans des conditions sociales où la séparation ne se posait plus. En Ukraine, devant un prolétariat insuffisamment fort, le droit d'auto-détermination permit le rattachement d'une partie importante de ce pays à la Pologne, il permit l'érection d'un Etat bourgeois en Finlande, Lettonie, Esthonie, Lithuanie. Et d'ailleurs le Traité de Versailles justifia le découpage de l'Europe, son morcellement, par ce droit « humain » « démocratique ». Ce qui ne l'empêcha pas de construire des paradoxes nationaux tels la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie où se même « droit » fut royalement violé!!

L'après-guerre démontre que ce principe démocratique invoqué par Lénine en 1915 permit : 1° la constitution d'Etats bourgeois dans les régions de la Russie où la révolution prolétarienne aurait pu balayer des bourgeoisies anciennement opprimées par le tsarisme ; 2° la constitution de petits Etats balkaniques con-

struits hâtivement par l'impérialisme pour canaliser l'effervescence des masses éveillées à la vie politique par les massacres de la guerre. En ce sens les événements ont déterminé une contradiction frappante entre le principe amené par Lénine à appuyer tout mouvement national se dirigeant vers l'affaiblissement de l'impérialisme et la nature de ce premier dirigé en premier lieu contre le prolétariat local. Même les thèses du 2e Congrès sur ce problème doivent être complétées, afin de tenir compte des événements de l'après-guerre, particulièrement en Chine.

Les soubresauts nationalistes, les gestes terroristes de représentants de nationalités opprimées, expriment aujourd'hui l'impuissance du prolétariat et l'approche de la guerre. Il serait faux de voir dans ces mouvements un apport à la révolution prolétarienne car ils ne peuvent s'épanouir qu'à la faveur de l'écrasement des ouvriers et donc en connexion avec les mouvements d'impérialismes opposés. C'est le cas pour les minorités balkaniques qui pourraient parfaitement donner demain le signal d'une nouvelle conflagration. En tout cas, le prolétariat révolutionnaire ne peut pas se tourner vers des formules d'un passé qui ne lui appartient pas : il lui revient de compléter les formulations de Marx, de Lénine, de proclamer qu'en dehors de la révolution, il n'y a aucune solution historique pour les situations actuelles et seulement dans cette voie, il peut résoudre le problème national d'une façon définitive.

N. B. — Nous avons écarté à dessein la polémique entre Rosa Luxemburg (Junius) et Lénine sur le problème national. Nous comptons examiner cette polémique à l'occasion de l'anniversaire de Lénine, Luxemburg, Liebknecht, en liaison avec d'autres problèmes également controversés.

Evolution de l'impérialisme anglais

(Suite et fin.)

Versailles jure le plus redoutable concurrent auquel l'impérialisme britannique eut à faire face, dans la mêlée des compétitions, durant les dernières décades précédant la guerre. L'antagonisme anglo-allemand, en effet, fut au centre des mobiles déterminants du conflit mondial. Mais le flot de l'expansionnisme allemand ne fut refoulé qu'au prix de la croissance et de la domination d'une force plus redoutable encore : les Etats-Unis, dont la puissance d'attraction fut telle qu'elle déplaça le centre du marché financier mondial de Londres à New-York, qu'elle s'annexa maints marchés des deux-Amériques qui portaient l'empreinte anglaise, qu'elle entraîna même dans son orbite le Canada, le plus riche des Dominions constituant le « Commonwealth » et que le capital américain put, non seulement s'appuyer sur une supériorité technique et organique de son appareil, mais également exploiter son prestige de créancier mondial.

La guerre féconda une autre force menaçante pour la prépondérance britannique en Asie : le Japon, qui au cours du conflit, poursuivit activement sa pénétration sur le continent asiatique et particulièrement en Chine et, posa ainsi, nettement le problème de la conquête de ce marché, qui ne pourra se résoudre qu'au travers de la prochaine conflagration mondiale.

Après avoir opéré le redressement de son économie, ébranlée par la guerre, l'Angleterre, en 1924, entama la lutte contre les Etats-Unis en vue de reconquérir son hégémonie mondiale.

En dépit de la dégénérescence qui minait son appareil productif, évolution dont nous avons analysé les caractères essentiels, le Capital britannique voulut

conserver intact ce qui constituait la base de son activité et de son contrôle, c'est-à-dire le vaste réseau drainant la plus-value de tous les coins de la terre d'où une bourgeoisie parasitaire tirait l'essentiel de son existence dans l'oisiveté la plus inepte. Cet organe universel, nous avons vu que c'étaient les Banques qui en détenaient la clef. Profitant de l'« échec » du premier gouvernement travailliste de 1924, qui ne put solutionner les problèmes posés par la bourgeoisie industrielle, ce furent les Banques qui, à l'avènement au pouvoir de Baldwin, en 1925 déclenchèrent une vaste offensive « déflationniste », s'assignant comme objectif la revalorisation de la Livre. Le retour à l'étalon-or fut décrété dès avril de la même année. L'antagonisme Capital Industriel, Capital Financier, qui en Angleterre, était resté beaucoup plus vivace qu'en Allemagne, en France ou aux Etats-Unis, pour les raisons que nous avons indiquées, se trouvait ainsi tranché pour longtemps au profit des Banques.

Les répercussions de la politique de déflation sur les rapports sociaux ne se firent pas attendre longtemps. En mai 1926, éclata comme un coup de tonnerre, la grève générale qui, durant 12 jours, paralysa quasi toute la vie économique, jetant le désarroi dans les rangs de la bourgeoisie. Mais ses agents, les Citrine et consorts veillaient et la magnifique solidarité prolétarienne qui s'était affirmée en faveur des mineurs, se dissipa, abandonnant ceux-ci à leur sort et les contraignant à lutter, désespérément, pendant six mois encore, jusqu'à la défaite totale. (L'enjeu de leur lutte était la prolongation de la journée de travail de 7 à 8 h.) Politique de déflation qui, d'autre part, en poursuivant le redressement du cours